

Appel de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux candidats à l'élection présidentielle et aux citoyens

L'actuel gouvernement présente la réforme de l'Université comme l'une des grandes réussites du quinquennat. Il prétend avoir donné aux universités leur autonomie, avoir fait, en faveur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « des efforts financiers sans précédent », avoir engagé une politique de l'excellence qui commencerait à porter ses fruits au niveau international et avoir réformé la formation des maîtres pour parvenir à une « meilleure formation des enseignants ».

Tout cela est faux !

Vous avez dit « autonomie » ?

Les universités subissent une tutelle du Ministère toujours plus tatillonne et dépendent de plus en plus de financements privés et d'impératifs de rentabilité immédiate. L'attribution des crédits récurrents de l'État est toujours aussi parcimonieuse et opaque. Et les « Responsabilités et Compétences Élargies » imposées aux Universités ne contribuent en rien à leur autonomie puisque l'État leur délègue de nouvelles charges financières sans les compenser.

Alors que le gouvernement affiche l'Enseignement comme secteur prioritaire, aucun poste d'enseignant n'a été créé dans le supérieur depuis 2008. Le budget des universités, hors inflation, est en baisse d'environ 1 %. La liste des universités en déficit structurel ne cesse de s'allonger, imposant à l'État une mise sous tutelle contraire à l'autonomie qu'il prétend donner. Partout le développement des emplois précaires sert de variable d'ajustement à des budgets très contraints.

L'indépendance scientifique et les libertés académiques des universités, des enseignants-chercheurs et des chercheurs ne sont plus respectées.

Vous avez dit « excellence » ?

Le culte de l'excellence – mot magique jamais défini – ne peut faire oublier comment la recherche est malmenée dans notre pays : diminution des financements récurrents des universités et des organismes de recherche (jusqu'à – 90 % dans certains laboratoires), suppression de 10 % des emplois administratifs du CNRS, sans lesquels les chercheurs ne peuvent travailler. L'application de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) ravale des établissements de recherche comme le CNRS ou l'INSERM, que le monde entier nous envie, au rang de simples « agences de moyens ».

Pour faire remonter les universités dans des classements internationaux aux critères très discutables, le gouvernement a poussé aux regroupements en tous genres. Cette course au gigantisme a fait naître un système à plusieurs vitesses. Les disparités entre universités se creusent et menacent les équilibres inter et intra-régionaux, obligeant les étudiants à une mobilité qui pénalise les moins favorisés.

Une concurrence généralisée s'est instaurée, entretenue par deux agences de pilotage et d'évaluation très coûteuses, au fonctionnement opaque : l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES). Les universitaires et les chercheurs gaspillent désormais une part considérable de leur temps à rédiger rapports d'activité, dossiers de demande de financement et appels à projets, au détriment de leurs missions fondamentales de recherche et d'enseignement.

Vous avez dit « une meilleure formation des enseignants » ?

Des rapports de l'Assemblée nationale et de la Cour des comptes l'ont désormais établi : la réforme de la formation des enseignants des premier et second degrés est un échec flagrant. Elle aura finalement provoqué la chute du nombre de candidats aux concours, le démantèlement ou l'affaiblissement des IUFM et la désorganisation des UFR, l'augmentation du nombre d'enseignants précaires, et conduit de jeunes professeurs à exercer à temps plein sans formation professionnelle suffisante.

Nos concitoyens doivent savoir que

le monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est au bord de l'asphyxie.

C'est pourquoi nous, enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé, étudiants, lançons un appel solennel pour que soit mis un terme à toutes ces réformes, dont les effets sont dévastateurs.

Nous demandons une **nouvelle politique** pour l'Enseignement supérieur et la Recherche, en rupture avec les réformes destructrices que nous subissons depuis des années. Celle-ci devrait reposer sur **les dix principes et objectifs suivants** :

1. **remplacer la loi LRU** (loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités), qui n'est pas amendable car inspirée par une politique contraire aux principes d'indépendance, de collégialité et de démocratie qui sont ceux des universitaires et des chercheurs. La Conférence des Présidents d'Universités (CPU) porte une responsabilité historique dans les désordres causés par cette fausse autonomie. Elle ne saurait parler au nom des universitaires et doit cesser d'être le principal interlocuteur du Ministère.
2. **abroger le décret du 23 avril 2009 modifiant le statut des enseignants-chercheurs.** Garantir aux enseignants-chercheurs qu'au moins 50% de leur temps de travail sera consacré à la recherche, proscrire toute modulation à la hausse de leurs services et supprimer la nouvelle évaluation individuelle quadriennale.
3. **rouvrir en urgence le dossier de la formation des maîtres**, assurée conjointement par les IUFM (dont c'est la mission) et les UFR, non pour en réduire le coût par tous les moyens mais en donnant une réelle priorité à l'amélioration de l'enseignement primaire et secondaire, dans un cadre national fondé sur le recrutement par concours de fonctionnaires d'État à la hauteur des besoins.
4. **élaborer un plan pluriannuel de création de postes et un programme de résorption de la précarité** pour les universités et les organismes de recherche (administration, services techniques, enseignement, laboratoires, équipes de recherche).
5. **garantir à tous nos organismes de recherche les moyens humains et financiers nécessaires** à leur indépendance, leur développement et leur rôle national de structuration sur tout le territoire de la recherche à court et à long terme.
6. **revenir à un traitement équitable entre universités** pour satisfaire à l'exigence d'un enseignement et d'une recherche de qualité sur tout le territoire, au service des étudiants.
7. **doter tous les établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche de conseils décisionnaires où les élus des personnels et des étudiants soient largement majoritaires** et limiter l'empilement des structures, afin de rester au plus près de ceux qui assurent effectivement la mission de service public qui leur est confiée.
8. **redonner confiance à tous les personnels** en mettant fin aux dispositifs qui créent des discriminations et un climat de concurrence permanente : agences de pilotage et d'évaluation, recours massif aux statuts précaires (y compris pour les doctorants et les jeunes docteurs), différenciation des carrières par le jeu de primes dont l'attribution relève le plus souvent du clientélisme.
9. **améliorer les conditions de vie des étudiants par une politique ambitieuse et de long terme**, impulsée par l'État et les Régions. Trop d'entre eux vivent et étudient aujourd'hui dans des conditions indignes d'un pays qui souhaite augmenter le nombre de ses diplômés de haut niveau.
10. **abroger le décret Guéant** du 31 mai 2011 et son récent complément. En finir avec la politique inique de sélection et de restriction de l'accueil des étudiants étrangers dans nos universités.

Nous entendons défendre des valeurs *républicaines* : droit à la connaissance pour tous, droit de choisir sa filière sans discrimination financière ni territoriale, droit de s'engager dans des études ou de mener des recherches qui ne sont pas immédiatement rentables. Il y va de l'avenir de notre société et des générations futures.

Nous nous adressons aux candidats à l'élection présidentielle, afin qu'ils répondent aux attentes non seulement de la grande majorité des personnels et des étudiants de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, mais aussi des Français.

Nous nous adressons à tous nos concitoyens et leur demandons d'apporter leur suffrage aux candidats qui, soucieux de l'intérêt à long terme, prendront les engagements qui s'imposent afin que l'Enseignement Supérieur et la Recherche retrouvent équilibre et sérénité, remplissent leurs missions et puissent contribuer à l'effort national destiné à répondre à tous les défis humains, économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés.